

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

- SEPTEMBRE 2023 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances (LF) au cours des neuf premiers mois de l'année en cours se déroule dans un contexte marqué par le ralentissement de l'inflation, qui est restée toutefois à des niveaux élevés, et ce, malgré le reflux des cours des matières premières et de l'orientation restrictive de la politique monétaire. En dépit de ce contexte, l'activité économique s'est accélérée, sous l'effet notamment d'une amélioration relative de la valeur ajoutée agricole et le maintien de la dynamique haussière des activités tertiaires.

La situation des charges et ressources du Trésor à fin septembre 2023 fait ressortir un déficit budgétaire de près de 32,4 MM.DH, contre près de -11,2 MM.DH un an auparavant. Cette évolution recouvre une augmentation des dépenses globales (+23,2 MM.DH) plus importante que celle des recettes (+2 MM.DH).

RECETTES

Comportement favorable des recettes fiscales...

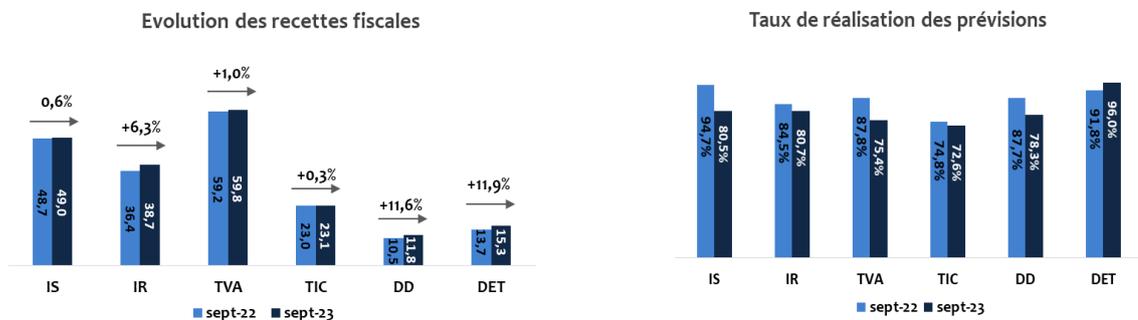
Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, un taux de réalisation de 74,7% par rapport aux prévisions de la LF. Comparativement à fin septembre 2022, ces recettes ont affiché une hausse de 2 MM.DH ou 0,9%.

Les recettes fiscales ont affiché un taux de réalisation de 78,4%. Par rapport à fin septembre 2022, leur progression s'est élevée à 6,7 MM.DH ou 3,5%. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, se sont situés à près de 9,7 MM.DH contre 10 MM.DH un an auparavant.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé les recettes fiscales à fin septembre 2023, par rapport aussi bien aux prévisions de la LF 2023 qu'aux réalisations de la même période de l'année 2022, se présentent comme suit :

- L'IS a enregistré un taux de réalisation de 80,5% et une légère augmentation de 302 M.DH (+0,6%). Cette évolution recouvre, d'une part, une amélioration, des recettes issues du contrôle fiscal (+650 M.DH) et de l'IS sur les produits de placements à revenu fixe (+634 M.DH) et, d'autre part, une diminution du complément de régularisation (-1,1 MM.DH) et des recettes au titre des trois premiers acomptes (-234 M.DH) ;
- L'IR a affiché un taux de réalisation de 80,7% et une hausse de 2,3 MM.DH (+6,3%), reflétant, principalement, l'amélioration des recettes générées par l'IR sur salaires (+1,7 MM.DH) et l'IR sur les particuliers (+630 M.DH) ;

- Le taux de réalisation de la TVA à l'intérieur s'est situé à 83,2%. Les recettes à ce titre ont progressé de 2,9 MM.DH (+16,2%), reflétant notamment la reprise des dépenses de consommation des ménages. Cette évolution recouvre une hausse des recettes brutes de près de 2,2 MM.DH, conjuguée à une baisse des remboursements de 686 M.DH ;
- La TVA à l'importation, quant à elle, a affiché un taux de réalisation de 71,8% et une baisse de 2,3 MM.DH (-5,6%) et ce, en relation notamment avec les mesures prises en faveur du secteur agricole ;
- Les taxes intérieures de consommation ont enregistré un taux de réalisation de 72,6% et une quasi-stagnation (+63 M.DH, +0,3%), sous l'effet combiné de la hausse des TIC sur les tabacs (+138 M.DH) et le recul de celles appliquées notamment sur les produits énergétiques (-73 M.DH) ;
- Les droits de douane ont été réalisés à hauteur de 78,3% et ont marqué une hausse de 1,2 MM.DH (+11,6%) ;
- Le taux de réalisation des recettes au titre des droits d'enregistrement et de timbre s'est établi à 96%. Ces recettes ont progressé de 1,6 MM.DH (+11,9%), dont 1,2 MM.DH est attribué aux droits d'enregistrement.



Les recettes non fiscales, pour leur part, se sont établies à près de 30,3 MM.DH, dont notamment :

- Près de 10,4 MM.DH au titre des recettes en provenance des établissements et entreprises publics, dont près de 6 MM.DH versés par l'OCP, 2,5 MM.DH par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie et 743 M.DH par Bank Al-Maghrib.
- 9 MM.DH au titre des « financements innovants ».
- 1,5 MM.DH au titre des fonds de concours.

DEPENSES

**Exécution
maîtrisée des
dépenses
globales...**

Les dépenses ordinaires se sont établies à 217 MM.DH, enregistrant un taux de réalisation de 74,5%. Par rapport à fin septembre 2022, ces dépenses ont progressé de près de 5,7 MM.DH, recouvrant, d'une part, une hausse des dépenses au titre des biens et services (+12,5 MM.DH) et des intérêts de la dette (+2,8 MM.DH) et, d'autre part, une baisse des charges de la compensation (-9,6 MM.DH).

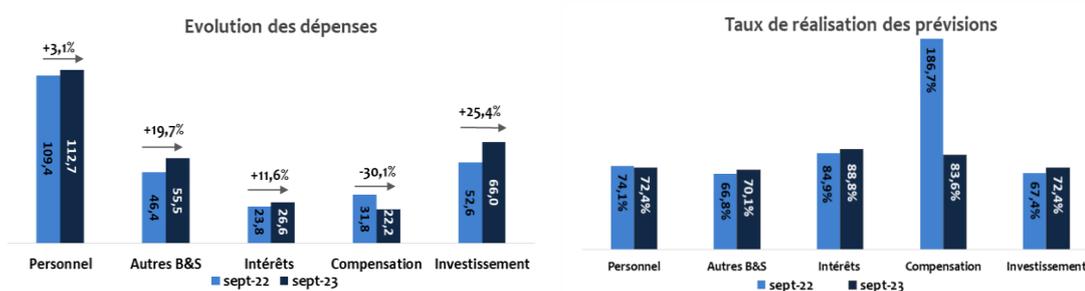
- L'exécution des dépenses de « biens et services » est marquée par un taux de réalisation de 72,4% des dépenses de personnel et de 70,1% des dépenses afférentes aux « autres biens et services ». Ces dépenses ont progressé de près de 3,4 MM.DH et 9,1 MM.DH, respectivement.
- Les intérêts de la dette ont affiché un taux de réalisation de 88,8%. Leur augmentation par rapport à la même période de l'année précédente, soit +2,8 MM.DH, est attribuable principalement aux intérêts de la dette extérieure

(+2,7 MM.DH), ceux afférents à la dette intérieure ayant quasiment stagné (+97 M.DH).

- Les charges de la compensation sont estimées à 22,2 MM.DH, enregistrant un taux de réalisation de 83,6%. Ces charges recouvrent près de 12,7 MM.DH pour le gaz butane, près de 4,6 MM.DH pour le sucre, 3,3 MM.DH pour la farine nationale et 1,5 MM.DH au titre des subventions accordées aux professionnels du secteur du transport. La charge au titre du gaz butane a affiché un recul de 4,4 MM.DH par rapport à fin septembre 2022, en lien avec la baisse du cours international de cette matière combinée à une dépréciation du dirham par rapport au dollar.

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires font ressortir un solde ordinaire positif de 16,4 MM.DH, contre 20,1 MM.DH à fin septembre 2022.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions à ce titre ont atteint près de 66 MM.DH, affichant un taux de réalisation de 72,4% et une progression de 13,4 MM.DH (+25,4%) comparativement à la même période de l'année 2022.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de près de 17,1 MM.DH, contre 21,3 MM.DH à fin septembre 2022.

Les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 6,9 MM.DH correspondant au produit de la Contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale, contre 6,5 MM.DH un an auparavant, et des recettes mobilisées à fin septembre dans le cadre du Fonds spécial pour la gestion des effets du tremblement de terre, soit 10,2 MM.DH.

FINANCEMENT

Un besoin de financement couvert principalement par le recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de près de 13,4 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de près de 45,8 MM.DH.

Ce besoin, augmenté des amortissements au titre de la dette pour un montant de 192,6 MM.DH, dont 185,1 MM.DH au titre de la dette intérieure, s'est traduit par un besoin de financement brut de 238,4 MM.DH. Le niveau observé des amortissements au titre de la dette intérieure reflète la concentration des émissions intervenues, à la fin de l'année 2022 et au début de 2023, sur les maturités à court terme, reflétant notamment la préférence des investisseurs pour ces maturités dans un contexte marqué par une anticipation de hausse des taux d'intérêt.

Les financements mobilisés se sont élevés à près de 265,8 MM.DH, dont 222,7 MM.DH sur le marché intérieur et près de 39,3 MM.DH au titre des tirages extérieurs y compris 25,8 MM.DH mobilisés sur le marché financier international.

L'excédent des ressources mobilisées constitue un matelas pour préparer la couverture des tombées importantes de la dette du Trésor issues des émissions à court terme susvisées.

La constitution de ce matelas s'inscrit dans le cadre de la gestion proactive de la dette, dont l'objectif est de réduire le risque de refinancement dans un contexte de volatilité des conditions de financement sur le marché intérieur. L'excédent de trésorerie fait l'objet d'opérations de placement dans le cadre de la gestion active de la trésorerie, afin d'optimiser le coût de financement des besoins du Trésor.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

	Sept	Loi de	Sept	Sept 2023 / Sept 2022		Taux de
	2022	finances	2023	en %	en valeur	réalisation
		2023				en %
I - RECETTES ORDINAIRES	231 464	312 721	233 461	0,9%	1 997	74,7%
RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)	231 464	307 721	233 461	0,9%	1 997	75,9%
Recettes fiscales	193 440	255 273	200 184	3,5%	6 744	78,4%
- Impôts directs	86 960	113 165	90 195	3,7%	3 235	79,7%
- Impôts indirects	82 263	111 143	82 918	0,8%	655	74,6%
- Droits de douane	10 542	15 019	11 762	11,6%	1 220	78,3%
- Enregistrement et timbre	13 675	15 947	15 309	11,9%	1 634	96,0%
Recettes non fiscales	35 202	54 148	30 276	-	-4 925	55,9%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	11 422	19 464	10 363	-	-1 059	53,2%
- Autres recettes	23 779	29 684	19 913	-	-3 866	67,1%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	2 822	3 300	3 000	-	178	90,9%
- Fonds de soutien des prix	292	600	302	-	10	50,3%
- Fonds spécial routier	2 530	2 700	2 698	-	168	99,9%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	242 635	378 396	265 851	9,6%	23 216	70,3%
DEPENSES ORDINAIRES	211 347	291 458	217 040	2,7%	5 693	74,5%
Biens et services	155 729	234 912	168 224	8,0%	12 496	71,6%
Personnel	109 376	155 794	112 740	3,1%	3 364	72,4%
Autres biens et services	46 353	79 117	55 484	19,7%	9 132	70,1%
Dettes publiques (1)	23 835	29 966	26 605	11,6%	2 770	88,8%
Intérieure	20 609	23 291	20 706	0,5%	97	88,9%
Extérieure	3 226	6 675	5 899	82,9%	2 673	88,4%
Compensation (2)	31 784	26 580	22 211	-30,1%	-9 573	83,6%
SOLDE ORDINAIRE	20 116	21 264	16 420	-	-3 696	77,2%
INVESTISSEMENT	52 598	91 138	65 954	25,4%	13 356	72,4%
dont Fonds spécial routier	1 698	2 700	2 191			81,1%
SOLDE DES CST (3)	21 311	4 200	17 144	-19,6%	-4 167	408,2%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-11 171	-65 674	-32 390	-	-21 219	49,3%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-5 850		-13 399		-7 549	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-17 021	-65 674	-45 789	169,0%	-28 768	69,7%
FINANCEMENT INTERIEUR	10 216	13 142	14 086		3 870	107,2%
Endettement intérieur	17 121		39 947		22 825	
Autres opérations	-6 906		-25 861		-18 955	
FINANCEMENT EXTERIEUR	6 805	52 532	31 703		24 898	60,4%
Tirages	13 614	60 000	39 261		25 647	65,4%
Amortissements	-6 809	-7 468	-7 557		-749	101,2%

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(3) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Sept	Loi de finances	Sept	Sept 2023 / Sept 2022		Taux de réalisation
	2022	2023	2023	en %	en valeur	en %
RECETTES FISCALES	193 440	255 273	200 184	3,5%	6 744	78,4%
Impôts directs	86 960	113 165	90 195	3,7%	3 235	79,7%
Taxe professionnelle	75	128	84	12,0%	9	65,6%
Impôt sur les sociétés (I.S)	48 713	60 914	49 015	0,6%	302	80,5%
Impôt sur le revenu (I.R)	36 382	47 931	38 680	6,3%	2 298	80,7%
Contribution sociale de solidarité sur les bénéfiques	5	0	11	-	6	-
Taxe d'habitation	9	14	9	0,0%	0	65,6%
Majorations	1 272	3 349	1 508	18,6%	236	45,0%
Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique	465	800	839	-	374	104,9%
Autres impôts directs	39	30	49	25,6%	10	165,5%
Impôts indirects	82 263	111 143	82 918	0,8%	655	74,6%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	59 237	79 330	59 828	1,0%	592	75,4%
(Intérieure)	17 981	25 113	20 885	16,2%	2 904	83,2%
(Importation)	41 256	54 217	38 943	-5,6%	-2 312	71,8%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	23 027	31 813	23 090	0,3%	63	72,6%
(Tabacs)	8 780	12 500	8 918	1,6%	138	71,3%
(Produits énergétiques)	12 237	16 602	12 163	-0,6%	-73	73,3%
(Autres)	2 010	2 711	2 009	-0,1%	-2	74,1%
Droits de douane (D.D)	10 542	15 019	11 762	11,6%	1 220	78,3%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	13 675	15 947	15 309	11,9%	1 634	96,0%
RECETTES NON FISCALES	35 202	54 148	30 276	-14,0%	-4 925	55,9%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	11 422	19 464	10 363	-9,3%	-1 059	53,2%
- Autres recettes	23 779	29 684	19 913	-16,3%	-3 866	67,1%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	2 822	3 300	3 000	6,3%	178	90,9%
Fonds de soutien des prix	292	600	302	3,4%	10	50,3%
Fonds spécial routier	2 530	2 700	2 698	6,6%	168	99,9%
RECETTES ORDINAIRES	231 464	312 721	233 461	0,9%	1 997	74,7%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	231 464	307 721	233 461	0,9%	1 997	75,9%